

direction de son chef patriotique—sir Robert Borden—a fait tout ce qui est humainement possible pour traverser une crise qu'aucun de nos parlements antérieurs n'a eu à traverser.

Des erreurs, sans doute, ont pu être commises; mais une nation généreuse et sympathique comme la nôtre ne saurait refuser ses remerciements et sa gratitude pour ce qui a été fait jusqu'à présent.

Mais avant tout, comme je l'ai déjà dit, le titre de nos soldats à notre reconnaissance ne repose pas seulement sur ce qu'ils ont fait sur les champs de bataille; mais aussi sur l'impression qu'ils ont produite en Europe, impression devant stimuler l'émigration vers le Canada, émigration dont nous avons besoin pour le développement du Canada.

Comme nous sommes maintenant dans une période de reconstruction et de difficultés, provenant de la guerre, un autre problème à résoudre est la question financière. Nos sacrifices durant la guerre, par rapport à nos ressources, ont tellement surpassé ceux des autres nations alliées—particulièrement ceux de la nation située au sud de notre pays—que nous nous trouvons dans une position très désavantageuse. Si nous voulons faire concurrence dans des conditions raisonnables, nous avons besoin que cette position soit rectifiée. Divers arrangements simples et efficaces concernant les sacrifices faits par d'autres nations ont été proposés. Les frais causés par la guerre seraient, par exemple, partagés proportionnellement à la richesse respective de toutes les nations qui ont participé à la guerre. Mais nous ne pouvons attendre une solution de ce genre. Nous ne devons compter que sur nous-mêmes, et si, dans ce cas, nous créons une situation défavorable aux autres nations, nous ne devons pas hésiter devant leur mécontentement. Proportionnellement, nous avons plus fait pour la cause commune que ces nations, et elles ne devront pas se plaindre.

Comment le résultat désiré peut-il être obtenu? Si le Canada était capable de produire tout ce dont il a besoin et de consommer tout ce qu'il peut produire, nous n'aurions pas à nous inquiéter; mais nous devons faire des importations et des exportations. Comme l'a dit avec raison, M. Macaulay—

Toute personne qui achète de la mère patrie au lieu d'acheter des Etats-Unis fait une œuvre patriotique parce qu'il l'aide à élever le cours du sterling et à prévenir la hausse de la prime sur le change aux Etats-Unis. Les primes élevées sur les valeurs de New-York, et l'escompte énorme retenu sur le sterling sont le résultat naturel et inévitable des achats que nous fai-

sons aux Etats-Unis, tandis que nos ventes sont principalement faites à la Grande-Bretagne.

Si la cause de l'escompte sur les valeurs canadiennes est la balance du commerce et non la dépréciation du cours monétaire, le mal se guérit automatiquement de lui-même. L'escompte paralyse les importations et encourage les exportations. Les banquiers savent bien que, si nous empruntons beaucoup sur le marché anglais, nos emprunts nous arrivent principalement sous la forme de marchandises, bien que, comme l'a fait remarquer le docteur Bonar, tandis que, par suite de l'une des particularités du commerce international, nous empruntons sur le marché de Londres et nous employons les fonds empruntés à l'achat de marchandises aux Etats-Unis. La solution réelle du problème du change—par rapport à nous—repose sur la consolidation de l'empire de manière que chacune de ses parties se développe autant que possible; de manière qu'un commerce s'établisse entre toutes ces parties, et sous l'influence de ce commerce l'Empire prospérera; sa population augmentera et il sera commercialement indépendant.

Les valeurs canadiennes ne devraient pas être escomptées à la bourse de New-York comme elles le sont. Notre cours monétaire est aussi sain que celui des Etats-Unis, et le total de nos exportations accuse en notre faveur une balance de centaines de millions de piastres sur nos importations.

Jusqu'à ce que les Etats-Unis jugent à propos d'accepter notre argent au pair et de nous traiter sur un pied d'égalité avec eux, notre devoir est de discontinuer d'acheter chez eux des articles de luxe, de n'acheter des Etats-Unis rien qui ne soit absolument nécessaire. Comme le Canada est l'un des pays qui font le plus d'achats aux Etats-Unis, ceux-ci s'apercevraient bientôt que le commerce canadien vaut quelque chose, et, alors, le taux élevé du change serait supprimé.

Le discours du Trône nous parle de la situation des affaires et fait remarquer que cette situation est généralement satisfaisante. Je suis heureux de corroborer cette déclaration. Les rapports du commerce pour le mois de janvier font voir que la valeur de nos importations de la Grande-Bretagne s'est élevée à \$16,414,503, contre \$9,882,984 en décembre, et \$6,709,200 en janvier 1919. Ces rapports font aussi voir que la valeur de nos exportations à la Grande-Bretagne s'est élevée à \$38,288,049; que la valeur de nos importations des Etats-Unis a été de \$74,520,423, contre \$71,069,500 en dé-